



Revue de presse



Mardi 23 Janvier 2024



Création d'une banque centrale africaine : une idée bien algérienne

À l'occasion du 3e Sommet du Sud du Groupe 77+la Chine, le chef de l'État a pointé du doigt les dysfonctionnements du système économique et financier international, lesquels ont affaibli les capacités des pays du Sud. Joint par nos soins, Cheikh Ahmed Tidiane Dieng, docteur en sciences économiques et de gestion de l'université de Nice Sophia-Antipolis, affirme que «le Président algérien a raison de dire les choses telles quelles». Argumentant ses propos, l'universitaire indique que «la solution est l'indépendance monétaire de certains pays, surtout les pays du FCFA».



Start-up et résilience

Si les actions successives mais nécessaires pour une économie compétitive trouvent une concrétisation favorable, ce sera toute la réforme globale du système mondial qui marquera des points en faveur des peuples dans une démarche durable et résiliente. Cela a été affirmé en Ouganda lors d'un évènement au cours duquel ont été proposées des pistes de réflexion sur les enjeux de ce siècle, parmi lesquelles figurent la valorisation des expériences réussies des startups innovantes et tout l'emploi de l'économie de la connaissance qui en découle. Finances, climat et technologies seront des terrains fructueux de coopération dans les prochaines années.



[Le Sahara Blend «casse» la barre des 80 dollars](#)

[Le pétrole algérien cartonne](#)

Il est le plus cher du panier Opep, selon la dernière cotation du site spécialisé Oil Price.

Une bonne nouvelle pour l'économie nationale. Le prix de son pétrole a fait un bond significatif. Le Sahara Blend qui a cassé la barre des 80 dollars pointe désormais à 80,90 dollars, selon la dernière cotation du site spécialisé Oil Price.



[Béjaia](#)

[Rencontre avec le CPA](#)

Ouverture du capital et cession des actions ont été l'objet d'une réunion d'information et de sensibilisation.

En prévision du lancement de l'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA), une réunion d'information et de sensibilisation s'est tenue à Béjaïa avec pour objet l'explication du processus de cession des actions à partir du 30 janvier. Le chef de l'Exécutif a pris part à cette réunion de sensibilisation des médias, organisée par le CPA, en présence de son directeur général, Ali Kadri, et ce en prévision de l'entrée en Bourse de cette banque publique, à partir du 30 du mois en cours, avec les actions mises en vente.



[Païement électronique en Algérie](#)

[Une évolution croissante](#)

Le commerce électronique se trouve fatalement condamné à suivre la cadence des évolutions.

Le e-paiement est en expansion vertigineuse, ces dernières années, en Algérie. Bien que cela n'illustre pas parfaitement le potentiel et les capacités réelles du pays, le païement électronique a enregistré des performances remarquables au cours des récentes années. Selon les statistiques fournies par le ministère de la Poste et des Télécommunications, les opérations de païement en ligne ont connu des hausses significatives, selon le ministère, en nombre et en montant, totalisant des hausses de 98% entre 2020 et 2022, «tandis que le montant des opérations a augmenté d'environ 240% au cours de la même période».

Finances: Le CPA lance sa campagne d'information sur l'ouverture de son capital social

Le crédit populaire d'Algérie (CPA) a donné dimanche à partir de Béjaïa, le coup d'envoi de sa campagne d'information inhérente à l'ouverture de son capital social prévue au mois de janvier en cours.

Les dirigeants du CPA ont expliqué aux hommes d'affaires de la région les raisons et les objectifs de l'ouverture du capital de cette banque, affirmant que l'opération vise à «capter de nouveaux capitaux pour les besoins financiers en assurant aux porteurs d'actifs de substantiels dividendes».

Clôture du Sommet du Sud: Le G77+Chine réitère sa fidélité aux principes de «la Charte d'Alger»

A la clôture de leurs travaux, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du G77+Chine participant au 3e Sommet du Sud à Kampala, Ouganda, ont réaffirmé leur engagement total pour les principes de «la Charte d'Alger» qui, il y a 60 ans, a instauré les fondements d'intégration, d'unité, de complémentarité, de coopération et de solidarité entre les pays du Sud.



BDL : Ouverture d'une agence commerciale spécialisée dans le crédit sur hypothèque à Sidi Bel Abbas

Une 8ème agence commerciale de la Banque de développement local (BDL) « 479 », spécialisée dans le crédit sur hypothèque a été ouverte, dimanche à Sidi Bel Abbas sous la supervision du Directeur général de cette institution bancaire, Youcef Lalmas.

M. Lalmas a souligné que l'ouverture de cette agence, la première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du réseau commercial de la BDL, notamment concernant les prêts hypothécaires, pour se rapprocher le plus possible de la clientèle.

"القرض الشعبي الجزائري أول بنك بالجزائر يفتح رأسماله و يدخل للبورصة"

أبرز المدير العام للقرض الشعبي الوطني، علي قادري، اليوم الاثنين من ولاية برج بوعرييرج أن "القرض الشعبي الجزائري أول بنك بالجزائر يفتح رأسماله و يدخل للبورصة."

و أوضح ذات المسؤول في تصريح إعلامي على هامش لقاء جهوي بادر البنك بتنظيمه مع زبائنه و مختلف المتعاملين الاقتصاديين على مستوى أحد فنادق عاصمة الولاية تحت عنوان "مساهمونا شركاؤنا" أن القرض الشعبي الجزائري هو أول بنك بالجزائر يفتح رأسماله الاجتماعي و يدخل للبورصة بعدما تحصل على الموافقة من قبل لجنة تنظيم عمليات البورصة و مراقبتها.



اختتام قمة مجموعة الـ77+الصين بكمبالا

شارك الوزير الأول، نذير العرابوي، ممثلا لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بعد ظهر اليوم الاثنين بالعاصمة الأوغندية، كمبالا، في الجلسة الختامية لقمة الجنوب الثالثة لمجموعة الـ77+الصين التي ترأسها رئيس جمهورية أوغندا. توجت أشغال القمة باعتماد وثيقة ختامية رحبت فيها الدول الأعضاء، في إطار تسريع تنمية النظم الإيكولوجية للمؤسسات الناشئة، بـ"إعلان الجزائر" المعتمد بمناسبة الطبعة الثانية للمؤتمر الإفريقي للشركات الناشئة التي التأمّت بالجزائر خلال شهر ديسمبر الماضي.



أكد أهمية قمة منتدى الدول المصدرة للغاز بالجزائر.. مبتول:

هذه الملفات التي ستعرض بقمة الجزائر للدول المصدرة للغاز

قال الخبير الطاقوي عبد الرحمان مبتول، إن منتدى الدول المصدرة للغاز الذي سينعقد بالجزائر في لفترة الممتدة بين 29 فيفري و 2 مارس المقبل، سيطرح للنقاش ملفين أساسيين يتعلقان بـ"الغاز" كطاقة نظيفة ضمن مسار الانتقال الطاقوي المستقبلي، وسعر التوازن الذي يوفق بين مصالح المنتجين والمستهلكين.

قمة مجموعة 77+الصين تتبنى مقترحات الرئيس تبون:

التزام تام بـ"ميثاق الجزائر"

أكد رؤساء دول وحكومات البلدان الأعضاء في مجموعة 77+الصين المشاركون في قمة الجنوب الثالثة بأوغندا، التزامهم بروح "ميثاق الجزائر" الذي أرسى قبل سنتين عاما، مبادئ الوحدة والتكامل والتعاون والتضامن بين بلدان الجنوب.

جاء في البيان الختامي للقمة المنعقدة بالعاصمة كمبالا يومي 21 و22 جانفي الجاري، بمشاركة الوزير الأول السيد نذير العرباوي، ممثلا لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، التأكيد على "الالتزام الكامل" لأعضاء مجموعة 77+الصين بروح ومبادئ هذا التحالف، والدفاع عن مصالحهم الجماعية وتعزيزها في إطار التعاون الدولي الحقيقي من أجل التنمية.

SIDI-BEL-ABBÈS :
OUVERTURE
D'UNE AGENCE BDL
«PRÊT-GAGES»
Une première
du genre
à Sidi-Bel-Abbès



Le directeur général de la Banque de développement local (BDL), Lalmas Youcef, a présidé une cérémonie d'ouverture d'une agence «prêt-gages», première du genre à Sidi-Bel-Abbès, en présence du wali et des autorités locales.

Cette agence vient à point nommé élargir le réseau à Sidi-Bel-Abbès, surtout en ces temps difficiles pour le commun des citoyens pour bénéficier d'un prêt sur gages sans avoir à se déplacer vers d'autres wilayas, par exemple celle d'Oran.

Prenant la parole, le DG a évoqué cette ouverture comme étant un plus et un acquis pour le réseau à Sidi-Bel-Abbès.

Elle octroiera des crédits d'investissement, des crédits d'exploitation, des crédits à la consommation aux investisseurs et aux clients ordinaires contre des «gages». Elle accompagne les investisseurs, et ses services seront numérisés.

A son tour, le wali a déclaré : «Nous mettons nos banques notre foncier industriel pour améliorer et faire fructifier l'investissement local à Sidi-Bel-Abbès, un investissement à valeur ajoutée, de richesse et un créateur d'emplois».

A. M.

BÉJAÏA. EN PRÉVISION DE L'OUVERTURE DE SON CAPITAL SOCIAL

Le CPA lance sa campagne d'information

Le crédit populaire d'Algérie (CPA) a donné, dimanche à partir de Béjaïa, le coup d'envoi de sa campagne d'information inhérente à l'ouverture de son capital social prévue le 30 janvier prochain.

Les dirigeants du CPA ont expliqué aux hommes d'affaires de la région, les raisons et les objectifs de l'ouverture du capital de cette banque, affirmant que l'opération vise à "capter de nouveaux capitaux pour les besoins financiers en assurant aux porteurs d'actifs de substantiels dividendes". "L'ambition d'attirer de nouveaux capitaux n'est pas due à une réduction des moyens du CPA, mais pour consolider ses activités, investir davantage, et renforcer son action à l'international, matérialisée déjà par l'ouverture de deux banques, l'une à Dakar au Sénégal et l'autre à Nouakchott en Mauritanie et qui ont pu se réaliser grâce à la vitalité, aux performances et à la confiance dont jouit la banque", a-t-on expliqué. "Nous sommes un établis-



PH: DR

sement hautement performant", a déclaré le PDG de l'établissement, Ali Kadri, qui classe ainsi le CPA parmi les trois premières banques "en terme de total bilan, de collecte des ressources et de financement de l'économie". Il a précisé que le total bilan du CPA "a progressé continuellement passant de 1922 milliards de dinars à la fin 2017 à 3367 milliards de dinars à la fin 2022, soit une progression de 75,18 %". M. Kadri a ajouté que

le CPA "excelle en matière de rapport produit national brut (PNB) par nombre d'agences, avec un montant de 441 millions de dinars par agence bancaire". "L'émission de nouvelles actions vise à offrir à la banque d'autres sources de financements par appel public à l'épargne (augmentation de capital, emprunts obligataires, etc.) et diversifier son actionariat en associant notamment le secteur privé dans sa gouvernance", a-t-il dit.

M.Kadri entend également améliorer, par cette opération, la notoriété de la banque auprès de ses clients et des autres parties prenantes, d'autant qu'elle va désormais, entrer en bourse. Pour conduire à bon port cette opération, le CPA va mettre 60 millions d'actions avec un montant de l'offre, estimé à 137,9 milliards de dinars, avec un prix de cession établi à 2300 dinars l'action pour les nouveaux acquéreurs et 2100 dinars au profit des salariés du CPA qui vont bénéficier d'une décote de 461,41 dinars. La souscription va débuter le 30 janvier et s'achèvera le 28 février, a-t-on souligné. Cette opération intervient dans le cadre d'une démarche visant la réforme du système bancaire "appelé à stimuler l'investissement et le marché de l'emploi", expliquent les dirigeants du CPA. Elle va être menée de paire avec la banque du développement local (BDL), "ces deux banques devant s'ériger en modèle pour les institutions financières en matière de prestations de qualité et d'efficacité", avait souligné, récemment, le président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, qui a fixé l'année 2024 comme celle de la réforme profonde du secteur bancaire.

SIDI BEL-ABBÈS. SPÉCIALISÉE DANS LE CRÉDIT SUR HYPOTHÈQUE

Ouverture d'une agence commerciale BDL

Une 8ème agence commerciale de la Banque de développement local (BDL) "479", spécialisée dans le crédit sur hypothèque a été ouverte, dimanche à Sidi Bel Abbès sous la supervision du Directeur général de cette institution bancaire, Youcef Lalmas. M. Lalmas a souligné que l'ouverture de cette agence, la première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du réseau commercial de la BDL, notamment concernant les prêts hypothécaires, pour se rapprocher le plus possible de la clientèle. Le même respon-

sable a souligné, dans une déclaration à la presse, que cette agence commerciale spécialisée dans les prêts hypothécaires sur l'or viendra s'ajouter aux services bancaires classiques et islamiques fournis par les autres agences commerciales de la Banque du développement local dans la wilaya de Sidi Bel Abbès. Evoquant le prêt d'exploitation, il a souligné que la Banque du développement local accompagne les entreprises et les investisseurs afin de les assister et les accompagner, rappelant les différents types de prêts d'exploitation accordés

par la banque, les délais de traitement du dossier du crédit, la durée de remboursement et le taux d'intérêt. Concernant la finance islamique, le Directeur général de la BDL a indiqué que son institution bancaire expose des produits de conformité aux principes de la charia islamique, qui est totalement différente du financement classique, signalant que parmi ces produits, figurent "le crédit-bail immobilier se terminant par la propriété" pour les particuliers, "Mourabaha pour les véhicules" pour les particuliers et "Mourabaha de consumma-

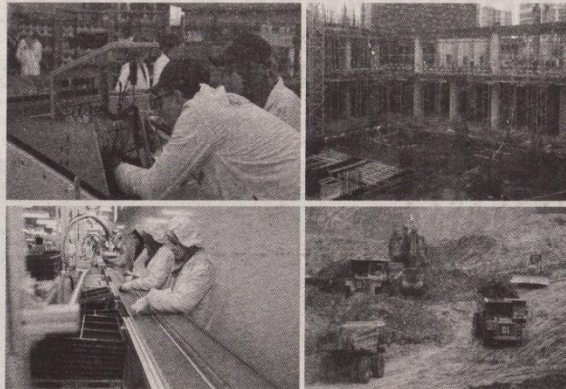
tion" pour les particuliers, "Mourabaha d'investissement" pour les entreprises et "Mourabaha d'exploitation" pour les entreprises. Il a également indiqué que la Banque de développement local s'emploie à accompagner les efforts déployés pour généraliser l'usage du paiement électronique, puisqu'elle offre gratuitement aux commerçants les moyens de paiement électronique, notamment des terminaux, notant dans le même contexte les produits fournis par la banque concernant la fourniture de différents types de cartes électroniques.

L'Algérie présente des Indicateurs financiers positifs qu'il s'agit de transformer en richesses réelles

Professeur des universités,
expert international Dr **Abderrahmane
MEBTOUL**

L'objet de cette présente contribution est de relater à partir des données officielles tant nationales qu'internationales en synthèse, l'évolution des indicateurs macro-financiers de l'Algérie de 2001 au 31/12/2023 et de tracer les perspectives, l'Algérie ayant d'importantes potentialités

1.- Quelle est l'évolution de l'inflation, la cotation du dinar et des réserves de change entre 2001/2023 (source FMI- Banque d'Algérie) ? L'évolution de l'indice des prix à la consommation se calcule par rapport à la période précédente : à titre d'exemple un taux d'inflation, de 7% en 2023 rapporté à un taux d'inflation de 10% en 2022 donne un taux cumulé de 18 pour cent. L'inflation dépend de plusieurs facteurs interdépendants : de facteurs externes avec le retour de l'inflation au niveau mondial, dont le prix international des produits importés, mais également de facteurs internes, de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et les impacts économiques : mauvais choix d'allocation des ressources, mauvaise gestion interne et corruption via les surfacturations. L'évolution du taux d'inflation de la période de 2000 à décembre 2023 selon le site international financier Index Mundi a évolué ainsi : - 2000, 2,0% - 2001, 3,0% - 2002, 3,0% - 2003, 3,5% - 2004, 3,1% - 2005, 1,9% - 2006, 3,0% - 2007, 3,5% - 2008, 4,5% - 2009, 5,7% - 2010, 5,0% - 2011, 4,5% - 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires) - 2013, 3,9% - 2014, 2,9% - 2015, 4,2% - 2016, 5,9% - 2017, 5,6% - 2018,



premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. Cette dépréciation du dinar officiel par rapport au dollar et à l'euro accélère la méfiance du citoyen vis-à-vis du dinar, amplifiant la sphère informelle, le Président de la République lors de sa rencontre avec la presse le 4 avril 2021, a indiqué que le chiffre oscillerait entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars entre 33 et 47% du PIB, soulignant des données contradictoires et un système d'information non fiable. Qu'en est-il des

nombre de pays dans le monde, il est appréciable où d'après le FMI il a été de 3,4 % en 2021, 3,2 % en 2022, devant se maintenir à 3,1 % en 2023, avant de ralentir à 2,1% en 2024, mais tiré essentiellement par la dépense publique via la rente des hydrocarbures. Selon la majorité des experts, il faut un taux de croissance sur plusieurs années de 8/9% pour absorber le flux additionnel de demande d'emplois entre 350.000/400.000/an qui s'ajoute au taux de chômage actuel évalué par le Fmi en 2023 à environ 14%, des emplois créateurs de valeur ajoutée et non des emplois rente ou dans l'administration. L'Algérie, selon le FMI, fonctionne, entre budget de fonctionnement et d'équipement, à plus de

mique en Algérie doit s'articuler autour de trois axes directeurs : Premièrement, la forte croissance peut revenir, mais cela suppose la conjugaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisés, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Retarder les réformes ne peut que conduire à l'appauvrissement une perte de confiance en où l'Algérie n'aura plus les moyens de préparer ces réformes et vivra sous l'emprise de la peur, voyant partout des menaces où les autres voient des chances. Deuxièmement, la majorité des Algériens, doivent savoir que l'avenir de l'emploi et de leur pouvoir d'achat n'est plus dans la fonction publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions à répétition. L'essentiel de l'action est entre les mains des Algériens, qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir, d'apprendre davantage, de s'adapter, de travailler plus et mieux, de créer, de partager, d'oser. La nature du pouvoir doit également changer, supposant une refonte progressive de l'Etat par une réelle décentralisation autour de grands pôles économiques régionaux, impliquant qu'il passe de l'Etat gestionnaire à l'Etat régulateur, devant être au cœur de la conscience collective. Troisièmement, l'Algérie doit rénover sa gouvernance et mettre en place une véritable économie de la connaissance, entre 2025/2030 /2035 l'intelligence artificielle risque de bouleverser la structure des emplois traditionnels qui risquent de disparaître à plus de 70%, d'où l'urgence une

5,6% - 2019, 5,6% - 2020, 2,4% - 2021 4,2%, - 2022 le taux d'inflation estimé en Algérie s'est établi à 9,3% selon le Fonds monétaire international (FMI). Au cours de la période d'observation de 1970 à 2022, le taux d'inflation moyen était de 8,8 % par an. Au total, la hausse des prix sur cette période a été de 6.969,61 %. Un article qui coûtait 100 Dinars en 1970 était donc facturé 7.069,61 Dinars début 2023. L'inflation reste forte en 2023, avec, en septembre 2023, une hausse des prix à la consommation évaluée à 10,32 % en glissement annuel, d'après les données de Trading International, 8,2% en octobre 2023 et 8,9% en décembre 2023. Concernant l'évolution de la cotation du dinar, nous avons l'évolution suivante : 2001 - 77,26 dinars 1 dollar et 69,20 dinars un 1 euro - 2005-73,36 dinars 1 dollar et 91,32 dinars 1 euro - 2010- 74,31 dinars 1 dollar et 103,49 dinars 1 euro - 2015- 100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro - 2016-100,46 dinars 1 dollar et 111,44 dinars 1 euro - 2018- 116,62 dinars 1 dollar et 137,69 dinars 1 euro - 2019- 119,36 dinars 1 dollar et 133,71 dinars 1 euro - 2020- 128,31 dinars 1 dollar et 161,85 dinars 1 euro - 2021-134,03 dinars 1 dollar et 157,80 un euro - 2022- 140,24 pour 1 dollar et 139,30, un dinar pour 1 euro. 29/12/2023 1434,113 dinar 1 dollar et 148,40 un euro - 01 janvier 2024 134,223 dinars 1 dollar et 147,31 dinars un euro et la mi - janvier 2024, 134,4894 dinars un dollar et 146,8857 dinars un euro. Cette dévaluation du dinar a permis d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportation hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières

réserve de change qui tiennent la cotation du dinar officiel à plus de 70% en rappelant que les réserves internationales d'un pays étant selon la définition du FMI, l'ensemble des disponibilités composant le portefeuille des actifs que sa Banque centrale détient (devises, or, droits de tirages spéciaux (DTS) : elles sont évolués ainsi de 2001 au 01 janvier 2024 :- 2001 : 17,9 milliards de dollars, - 2005 : 56,2 milliards de dollars, - 2010 : 162,2 milliards de dollars, - 2011 : 175,6 milliards de dollars, - 2012 : 190,6 milliards de dollars, - 2013 : 194,0 milliards de dollars, - 2014 : 178,9 milliards de dollars, - 2015 : 144,1 milliards de dollars, - 2016 : 114,1 milliards de dollars, - 2017 : 97,33 milliards de dollars, - 2018 : 79,88 milliards de dollars, - 2019 : 62 milliards de dollars, - 2020 : 44,2 milliards de dollars, - 2021 : 47 milliards de dollars, - 2022 : 61 milliards de dollars, - 2023 : 73 milliards de dollars et environ 85 avec les réserves d'or de 173 tonnes. Sur le marché parallèle le dinar algérien est coté le 19 janvier 2023 l'euro s'échange à 239 dinars à la vente et 238 dinars à l'achat, le dollar américain, à 216 dinars à l'achat et 218 dinars à la vente, la livre sterling, à 268 dinars à l'achat et 270 dinars à la vente et le dollar canadien 157 dinars à l'achat et 159 dinars à la vente. Il sera difficile de combler l'écart avec le marché parallèle pour la simple raison que l'allocation de devises pour les ménages est dérisoire, la sphère informelle suppléant à la faiblesse de l'offre et par ailleurs bon nombre d'entreprises du fait de la faiblesse de l'allocation de devises pour éviter la rupture d'approvisionnement iront au niveau de cette sphère.

2. Quelles perspectives pour l'économie algérienne qui présente d'importantes potentialités ? Le taux de croissance reste modéré, encore que comparé à bon

137 dollars en 2021 et entre 145/ 150 dollars. Les besoins sont croissants avec une population en croissance accélérée qui dépasse 46 millions en janvier 2024 avec une population active de plus de 13 millions. Le pouvoir d'achat des citoyens est fonction de la création de la valeur ajoutée interne. Aussi, les indicateurs officiels de la loi de finances 2024, près de 46 milliards de dollars de déficit budgétaire, ne doivent pas accroître l'inflation car tout déficit budgétaire accroît l'inflation et c'est une loi universelle. Outre les factures d'électricité et d'eau, du loyer, on peut se demander comment un ménage qui gagne entre 30.000 et 50.000 DA peut survivre, s'il vit seul, en dehors de la cellule familiale qui, par le passé, grâce au revenu familial, servait de tampon social ? Mais attention à la vision populiste : doubler les salaires sans contrepartie productive entraînerait une dérive inflationniste, un taux supérieur à 20% qui pénalisera les couches les plus défavorisées, l'inflation jouant comme redistribution au profit des revenus spéculatifs. D'où l'importance de la rationalisation des choix budgétaires où l'Etat doit donner l'exemple en réduisant son train de vie. On ne décrète pas la création d'entreprises facteur de création d'emplois, ne devant pas confondre le tout-Etat avec l'importance de l'Etat régulateur stratégique en économie de marché, devant tenir tenant compte de l'innovation destructrice, en ce monde turbulent et instable pour reprendre l'expression du grand économiste Joseph Schumpeter. Aussi, pour un développement durable, s'impose pour l'Algérie la concrétisation des réformes institutionnelles et économiques, nécessitant une mobilisation générale, un large front national tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé. La nouvelle politique écono-

profonde réforme de l'éducation du primaire au supérieur en passant par la formation professionnelle. Il s'agira de développer le savoir de tous, de l'informatique au travail en équipe, de l'arabe, du français, du chinois à l'anglais, du primaire au supérieur, devant éviter l'erreur de privilégier uniquement la recherche appliquée, la recherche théorique étant le fondement de l'innovation.

En conclusion l'endettement extérieur de l'Algérie est faible 1,6% environ du PIB, des réserves de change appréciables 85 milliards de dollars avec les réserves d'or et un endettement public maîtrisable 55,61% du PIB en 2023. Cependant, il y a lieu d'éviter l'illusion monétaire car la monnaie est avant tout un rapport social, traduisant le rapport confiance Etat/citoyens, étant démontré que n'existe pas de corrélation entre les pays les plus riches et le niveau des réserves de change et que ce ne sont pas les pays qui ont une balance commerciale équilibrée ou excédentaire qui connaissent un taux de croissance élevé. La richesse de toute nation provient de la bonne gouvernance, d'un afflux important de l'investissement national et étranger créateur de valeur ajoutée reposant sur le travail et l'intelligence et aucun pays ne s'est développé grâce aux mythes des matières premières. Après avoir épuisé ses stocks d'or, avec la découverte de Christophe Colomb, l'Espagne a périéclité pendant plusieurs siècles. L'Algérie doit profiter des indicateurs financiers positifs pour transformer le capital argent richesses virtuelles en richesses réelles et le caractère social de l'Etat ne doit pas reposer uniquement sur la rente des hydrocarbures mais sur le travail et l'intelligence en conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale pour la nécessaire cohésion sociale.

ademmebtoul@gmail.com

IMPACT DE L'IA SUR L'ÉCONOMIE «Moins de bouleversements immédiats dans les pays en développement»

Le Fonds monétaire international commence à s'interroger sérieusement sur l'impact que peut avoir l'intelligence artificielle (IA) sur l'économie mondiale. «*Nous sommes sur le point de vivre une révolution technologique susceptible de stimuler la productivité, de donner un coup de fouet à la croissance mondiale et d'élever les revenus dans le monde entier. Cependant, elle risque aussi de remplacer des emplois et de creuser les inégalités*», analyse Kristalina Georgieva dans un article sur le site du FMI. Si le Fonds conçoit que l'essor rapide de l'intelligence artificielle fascine le monde, il n'en demeure pas moins qu'elle suscite surtout «*un mélange d'enthousiasme et d'anxiété*». La raison ? C'est que des questions importantes s'agissant des répercussions qu'elle pourrait avoir sur l'économie mondiale se posent avec persistance actuellement. Les services du FMI examinent à juste titre les potentielles répercussions de l'IA sur le marché du travail mondial. Selon le Fonds, de nombreuses études ont annoncé la probabilité de voir des emplois remplacés par l'IA même si «*dans de nombreux cas, l'IA devrait être un complément du travail humain*». «*Les conclusions sont frappantes : près de 40% des emplois dans le monde sont exposés à l'IA. Là où l'automatisation et les technologies concernaient traditionnellement les tâches répétitives, l'IA se démarque par sa capacité à toucher les emplois hautement*

qualifiés. Par conséquent, l'IA est à l'origine de risques plus importants pour les pays avancés mais ceux-ci se voient également offrir plus de possibilités d'en exploiter les bienfaits que les pays émergents et les pays en développement», a-t-on noté. «*Dans les pays avancés, a-t-on ajouté, l'IA pourrait avoir des incidences sur environ 60% des emplois. Parmi les emplois exposés, environ la moitié pourrait bénéficier de l'intégration de l'IA, qui se traduirait par un gain de productivité. Pour l'autre moitié, les applications de l'IA pourraient exécuter des tâches essentielles actuellement assurées par des êtres humains, ce qui pourrait diminuer la demande de main-d'œuvre, faire baisser les salaires et réduire les embauches.*»

Dans les cas extrêmes, certains de ces emplois pourraient être amenés à disparaître. «*En revanche, l'exposition à l'IA devrait s'établir à 40% dans les pays émergents et à 26% dans les pays à faible revenu. Les conclusions de cette institution financière laissent entendre que l'IA donnera lieu à «moins de bouleversements immédiats dans les pays émergents et les pays en développement*».

La raison ? Nombre de ces pays, selon le Fonds, ne disposent ni de l'infrastructure ni de la main-d'œuvre qualifiées pour tirer parti des bienfaits de l'IA, ce qui accentue le risque de voir la technologie aggraver les inégalités entre les pays au fil du temps.

A. Benyahia



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger